



## Assemblée générale

Distr. générale  
13 octobre 2017  
Français  
Original : anglais et chinois

**Soixante-douzième session**  
Point 120 de l'ordre du jour  
**Application des résolutions de**  
**l'Organisation des Nations Unies**

### **Lettre datée du 9 octobre 2017, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai reçu pour instruction d'exposer les positions suivantes du Gouvernement chinois sur la question de Taiwan :

1. Il n'existe qu'une Chine dans le monde, et Taiwan est une partie inaliénable du territoire chinois. Le Gouvernement de la République populaire de Chine est le seul gouvernement légal qui représente la Chine toute entière. Le principe d'une seule Chine fait désormais l'objet d'un large consensus au sein de la communauté internationale. S'il est vrai que la Chine continentale et Taiwan ne sont pas encore réunis, le fait que les deux parties appartiennent à une seule et même Chine reste immuable et ne changera jamais. Le Gouvernement chinois est déterminé à poursuivre le développement de relations pacifiques entre les deux rives et à veiller au bien-être de la population de part et d'autre du détroit de Taiwan. Toutefois, notre attachement au principe d'une seule Chine et notre opposition à la théorie de « deux Chines », « d'une Chine et d'un Taiwan » et d'« indépendance de Taiwan » restent indéfectibles;

2. La résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale, adoptée en 1971, a réglé une fois pour toutes la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies, sur les plans politique, juridique et procédural. Les institutions spécialisées des Nations Unies ont elles aussi réglé cette question conformément à la Charte des Nations Unies et à la résolution 2758 (XXVI). Le principe d'une seule Chine doit être observé dès lors qu'il s'agit d'une question relative à Taiwan dans le système des Nations Unies, notamment au Secrétariat;

3. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées sont des organisations intergouvernementales composées uniquement d'États souverains. Taiwan faisant partie de la Chine, sa participation aux organisations internationales doit être traitée conformément au principe d'une seule Chine. Un très petit nombre de pays, méconnaissant le fait que Taiwan fait partie de la Chine, ont proclamé une prétendue participation de Taiwan à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions spécialisées. Ceci est inacceptable. Quels que soient les moyens ou les prétextes utilisés, ces démarches sont extrêmement préjudiciables parce qu'elles



relèvent d'une tentative éhontée de créer « deux Chines » ou « une Chine et un Taiwan » dans le monde, remettant ainsi ouvertement en question le principe d'une seule Chine en violation de la résolution 2758 (XXVI). Nous sommes fermement opposés à toute tentative de créer « deux Chines » ou « une Chine et un Taiwan » et de nuire au développement de relations pacifiques entre les deux rives;

4. Les populations des deux rives du détroit de Taiwan appartiennent à la même communauté et sont liées par le même sang et le même avenir. Le Gouvernement chinois est très attaché au bien-être des 23 millions de compatriotes de Taiwan, et il veillera toujours à protéger leurs droits et intérêts légitimes. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été élaboré dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et est porté par les États Membres. Sa mise en œuvre doit être conforme aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, aux normes du droit international et au principe d'une seule Chine. La Chine reste déterminée à poursuivre la mise en œuvre intégrale du Programme 2030 et à promouvoir les intérêts et le bien-être de toute la population chinoise. Si les autorités taiwanaises se soucient véritablement des intérêts des compatriotes taiwanais, elles devraient revenir pour de bon au principe d'une seule Chine et au « consensus de 1992 »;

5. Tout acte visant à mettre en avant la question de Taiwan à l'Organisation des Nations Unies est, au fond, une tentative visant à remettre en cause la souveraineté de l'État chinois. Un tel acte ne saurait être de nature à favoriser la paix et la stabilité ni à promouvoir le bien-être du peuple de Taiwan. Le Gouvernement chinois espère que les États concernés feront davantage pour contribuer au développement de relations pacifiques entre les deux rives, et qu'ils se garderont de commettre des actes de nature à nuire aux intérêts de la Chine et à blesser le peuple chinois. Nous sommes convaincus que l'Organisation des Nations Unies et l'ensemble de ses États Membres continueront d'apporter leur soutien et leur compréhension aux efforts que déploient le Gouvernement et le peuple chinois pour préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine, promouvoir le développement de relations pacifiques entre les deux rives du détroit de Taiwan et faire triompher la noble cause de la réunification pacifique.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 120 de l'ordre du jour.

Le Chargé d'affaires par intérim  
Le Représentant permanent adjoint  
de la République populaire de Chine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Wu Haitao